

Juillet 2021

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog de veille du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille éditoriale du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir de nombreuses sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, fondations, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie (cheffe de bureau), **Nathalie Kakpo** (chargée de mission)

Bureau de la veille

Centre d'études et de prospective

Sommaire

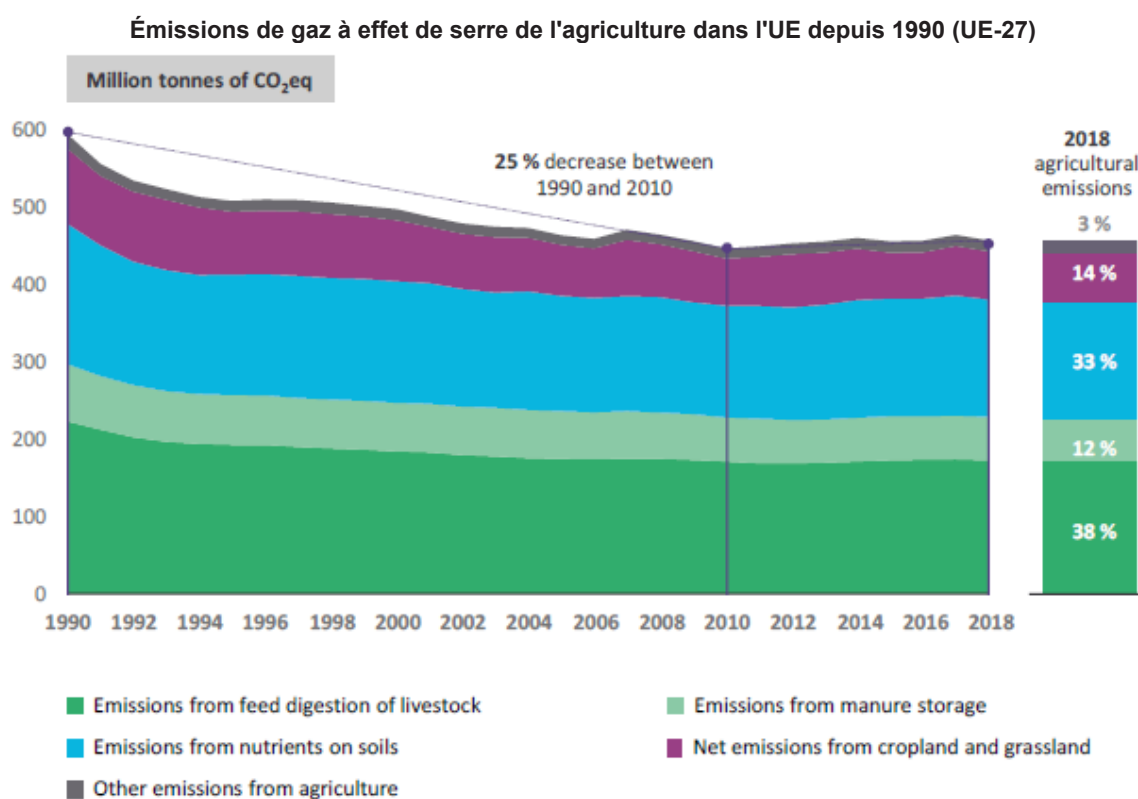
| | |
|----------------------------|----|
| POLITIQUES AGRICOLES..... | 2 |
| SYSTÈMES ALIMENTAIRES..... | 6 |
| SYLVICULTURE..... | 8 |
| ALIMENTATION..... | 9 |
| PESTICIDES..... | 13 |
| SOCIÉTÉ..... | 14 |
| PORTRAIT..... | 16 |
| BRÈVES..... | 17 |
| ÉVÉNEMENTS À VENIR..... | 27 |

POLITIQUES AGRICOLES

La PAC est déconnectée des enjeux climatiques

Pour la période 2014-2020, la Commission européenne estime que 26 % du budget total de la Politique agricole commune (PAC), soit 100 milliards d'euros, ont participé à l'atténuation du changement climatique. Pourtant, les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture, dans l'Union, n'ont plus diminué depuis 2010. La Cour des comptes européenne a donc décidé d'étudier les effets de la PAC sur l'atténuation du changement climatique. Les résultats sont présentés dans un [rapport](#) publié en juin.

Les auteurs dressent d'abord un état des lieux des émissions agricoles, qui représentent près de 16 % des émissions totales de l'UE (sans compter celles liées aux importations d'alimentation animale) et proviennent de trois sources principales : l'élevage (50 % du total des émissions agricoles), l'application de fertilisants organiques ou minéraux (36 %) et les changements d'usage des terres (14 %). Elles avaient diminué de 25 % entre 1990 et 2010, principalement grâce à une réduction de l'usage de fertilisants et de la taille du cheptel, puis elles se sont stabilisées ensuite (figure).



Source : Cour des comptes européenne

Lecture : sont représentées, de bas en haut, les émissions issues de la digestion du bétail (vert foncé), du stockage du fumier (vert clair), de la fertilisation (bleu), des changements d'usage des terres (violet). Les autres émissions (ex. : liées aux carburants) sont représentées en gris.

Les auteurs analysent ensuite la pertinence et l'effet de la PAC sur ces trois sources d'émissions. Ils notent qu'aucune mesure ne vise à limiter l'élevage ni la consommation européenne de viande, en augmentation depuis 2014. Les aides couplées encouragent même ces productions, fortement émettrices. Concernant l'utilisation de fertilisants, les auteurs remarquent que la PAC ne cible pas les pratiques les plus efficaces (ex. : technologies de l'agriculture de

précision pour l'application d'azote ou d'inhibiteurs de nitrification). Enfin, ils mettent en évidence la faiblesse des mesures mises en œuvre pour réduire les émissions liées au changement d'usage des terres, notamment au drainage des tourbières et à la conversion de prairies en terres arables (figure).

Tendances des émissions de gaz à effet de serre liées au changement d'usage des terres (2010-2018)



Source : Cour des comptes européenne

De manière générale, les auteurs soulignent l'écart entre les ambitions climatiques affichées dans la programmation 2014-2020 et les très faibles changements concrets observés, liés notamment à la conditionnalité et aux mesures du second pilier. Le paiement vert, introduit en 2014, a quant à lui un impact marginal sur le climat, comme le montrait déjà un précédent rapport de la Cour (voir à ce sujet un [autre billet](#)). Les auteurs concluent par des recommandations, suggérant notamment de fixer des cibles d'émissions du secteur agricole pour chaque État membre.

Estelle Midler, Centre d'études et de prospective

Source : Cour des comptes européenne

<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=58913>

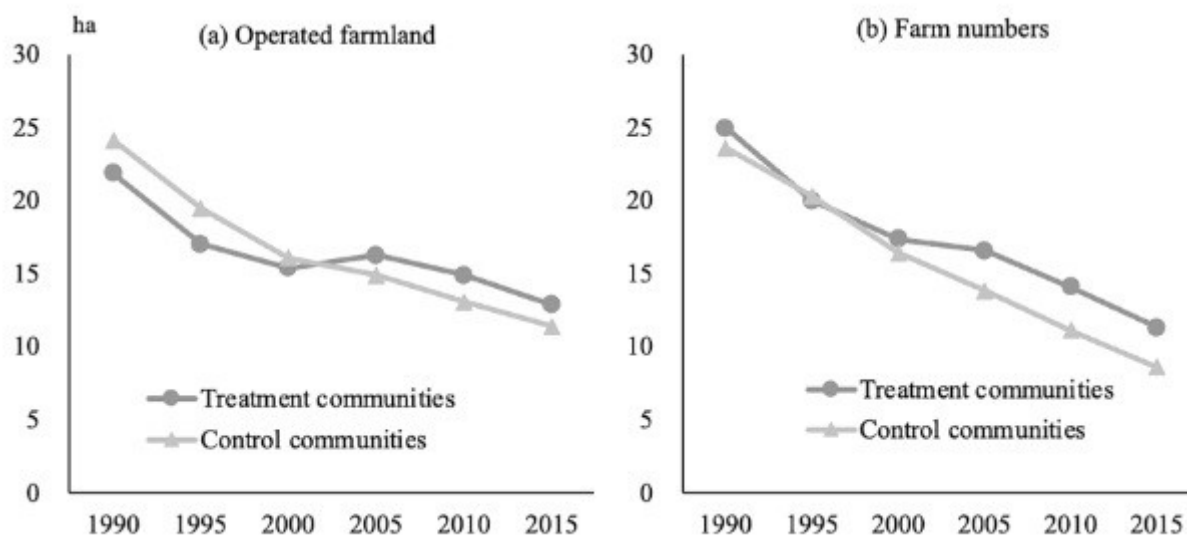
Contribution des indications géographiques au maintien de l'activité agricole : une évaluation à partir d'une expérience naturelle

Parce qu'elles permettent aux agriculteurs de mieux valoriser leurs productions, les Indications géographiques (IG) sont un outil de maintien de l'agriculture dans les zones concernées. Dans un article publié dans la revue *Food Policy*, des chercheurs japonais ont voulu vérifier cette hypothèse. Pour cela, ils ont évalué l'impact de l'IG « Riz d'Uonoma » sur l'évolution du nombre d'exploitations et de la surface agricole utile (SAU) dans la zone d'appellation.

Pour isoler l'effet propre de l'IG, les chercheurs ont comparé la dynamique des variables étudiées (nombre d'exploitations et SAU) dans deux communes mitoyennes, l'une étant entrée dans le périmètre de l'IG en 2005 à la suite d'une réorganisation administrative (fusion avec une commune faisant partie du territoire de l'IG), l'autre ayant toujours été en dehors de celui-ci. Cette situation d'expérimentation naturelle a permis d'effectuer des comparaisons *toutes choses égales par ailleurs*, en contrôlant les facteurs dits « confondants » car susceptibles d'influer eux aussi sur les variables observées (conditions pédo-climatiques et historiques par exemple).

L'analyse en double différence montre que depuis 2005, le nombre d'exploitations et la SAU diminuent significativement moins vite dans la commune faisant partie du territoire de l'IG. Ceci démontre un effet propre positif de l'IG sur ces variables.

Évolution de la SAU et du nombre d'exploitations dans les deux municipalités



Source : *Food Policy*

Pour les auteurs, cette moindre diminution s'explique surtout par le fait que, dans le territoire de l'IG, les agriculteurs restent en activité plus longtemps, y compris alors qu'ils pourraient partir en retraite, du fait de la meilleure valorisation économique de leur production. En revanche, aucun effet significatif sur l'installation de nouveaux exploitants n'a pu être mis en évidence. Il en résulte un vieillissement de la population agricole, qui pourrait à plus long terme compromettre le maintien de l'agriculture dans la zone d'appellation.

Au-delà de ces éléments relatifs aux IG, l'intérêt de ce travail tient notamment à la méthode employée, qui pourrait être utilisée pour l'évaluation d'autres dispositifs publics.

Mickaël Hugonnet, Centre d'études et de prospective

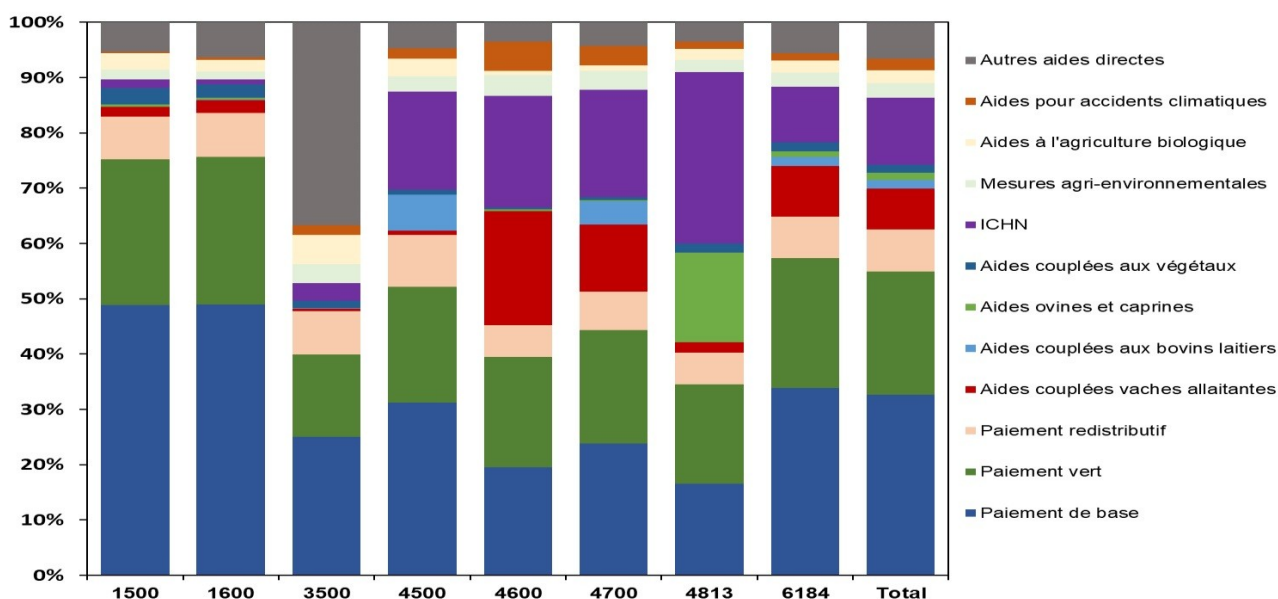
Source : *Food Policy*

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0306919221000804>

Simulation de scénarios pour la prochaine PAC et de leurs effets sur les revenus des exploitations agricoles françaises

Une équipe de chercheurs d'INRAE a simulé différents scénarios d'évolution de la Politique agricole commune (PAC), à l'échelle des exploitations, pour analyser les effets directs des changements de la PAC sur les revenus courants avant impôt (RCAI) des structures agricoles françaises. Ce travail, publié dans un [working paper](#) très détaillé, vise à alimenter les réflexions et négociations en cours, en proposant une première quantification de plusieurs options portées par le débat public. Le rapport revient, à partir des données du Réseau d'information comptable agricole (Rica), pour la dernière décennie, sur la sensibilité des revenus aux aides de la PAC selon la taille et l'orientation technico-économique (OTEX, voir figure) des exploitations. Il développe ensuite des micro-simulations sur des options redistributives, allant d'une convergence interne intégrale des droits à paiements à une aide spécifique aux petites exploitations. Des options environnementales sont également étudiées : renforcement des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et du soutien à l'agriculture biologique ; mise en place d'un éco-régime redirigeant 25 % du premier pilier vers le soutien aux prairies permanentes et à la réduction des produits phytosanitaires.

Poids des différentes catégories d'aides directes dans les exploitations agricoles françaises, par OTEX en 2019 (en %)



Source : INRAE

Lecture : codes des OTEX (abscisses) : 1 500 : céréales et oléo-protéagineux ; 1 600 : grandes cultures ; 3 500 : viticulture ; 4 500 : bovins-lait ; 4 600 : bovins-viande ; 4 700 : mixte bovins-lait/bovins-viande ; 4 813 : ovins-caprins ; 6 184 : polyculture et polyélevage ; total : ensemble des exploitations agricoles (y compris les OTEX non représentées dans la figure).

L'impact direct de chaque scénario sur le RCAI des exploitations est détaillé selon leur taille et leur OTEX, proposant une première quantification des enjeux, à structures de productions et de prix constantes (toutes choses égales par ailleurs). Ainsi, l'achèvement de la convergence interne du paiement de base par hectare, déjà bien avancée, aboutirait à un montant unifié de l'aide à 114 €/ha pour toutes les exploitations. Ceci induirait une redistribution favorable aux exploitations de bovins-viande (+13 % de RCAI) et d'ovins-caprins (+7 %), et quasi-neutre pour les exploitations spécialisées en bovins-lait. Les exploitations céréalières seraient, en moyenne, impactées négativement (-6 %). Parmi les nombreux points mis en évidence, on note

aussi que l'incitation financière à contractualiser des MAEC est d'autant plus importante que l'enveloppe budgétaire qui leur est réservée fait l'objet d'un prélèvement important sur l'enveloppe du premier pilier.

Jean-Noël Depeyrot, Centre d'études et de prospective

Source : INRAE – *Working Paper* SMART-LERECO
<https://ageconsearch.umn.edu/record/310834>

SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Analyse de la répartition de la dépense alimentaire des consommateurs

Dans un [article](#) paru au mois de juin dans *Nature Food*, un consortium de chercheurs issus de l'[université Cornell](#), de l'[université de Copenhague](#) et du [ministère de l'Agriculture des États-Unis \(USDA\)](#) présente des travaux sur la dépense alimentaire des consommateurs. Sont calculées la part de recette revenant à l'agriculture et celle rétribuant l'ensemble des autres secteurs (transport, stockage, transformation, vente en gros et au détail, etc.), toutes deux destinées à couvrir les charges et à constituer le résultat des entreprises. Les travaux s'inspirent du *food dollar* présenté chaque année aux États-Unis par l'USDA, comme exigé par l'*Agricultural Marketing Act* de 1946.

Le travail couvre 61 pays, à revenu intermédiaire ou élevé, qui regroupent environ 70 % de la population mondiale et génèrent 90 % du revenu national brut mondial en 2017. Les [tableaux entrées-sorties nationaux](#), publiés par l'OCDE pour la période 2005-2015, sont mobilisés. Les intra-consommations directes et indirectes ne sont pas prises en compte dans l'analyse (ex. : semences de blé pour produire du blé, maïs dans l'alimentation animale).

Les auteurs en tirent de nombreux constats dont celui, déjà partagé, de la faible part de la dépense revenant à l'agriculture (moins d'un quart en moyenne). Néanmoins, ils précisent que la diminution de cette portion s'inscrit, le plus souvent, dans un contexte de hausse de la production et des revenus agricoles. Ils prouvent statistiquement que sa baisse est liée à la hausse des revenus des consommateurs. Ils supposent alors que l'élévation de leur budget augmenterait leur consentement à payer pour des attributs non agricoles des produits alimentaires (apparence, sécurité, conservation, temps de préparation limité, etc.). Ils suggèrent que cette acceptation serait encore renforcée par la concentration des consommateurs dans des zones d'habitation éloignées des bassins de production. Dans ce contexte de revenus élevés, la demande alimentaire étant relativement peu élastique au prix, les gains de productivité de l'agriculture tendent à entraîner des baisses de prix. Les auteurs évoquent également des réflexions engagées pour le déploiement de cette méthode dans des analyses plus larges, traitant d'aspects économiques (emploi notamment) et environnementaux.

Amandine Hourt, Centre d'études et de prospective

Source : *Nature Food*
<https://www.nature.com/articles/s43016-021-00279-9>

Un scénario pour une Europe agro-écologique à l'horizon 2050

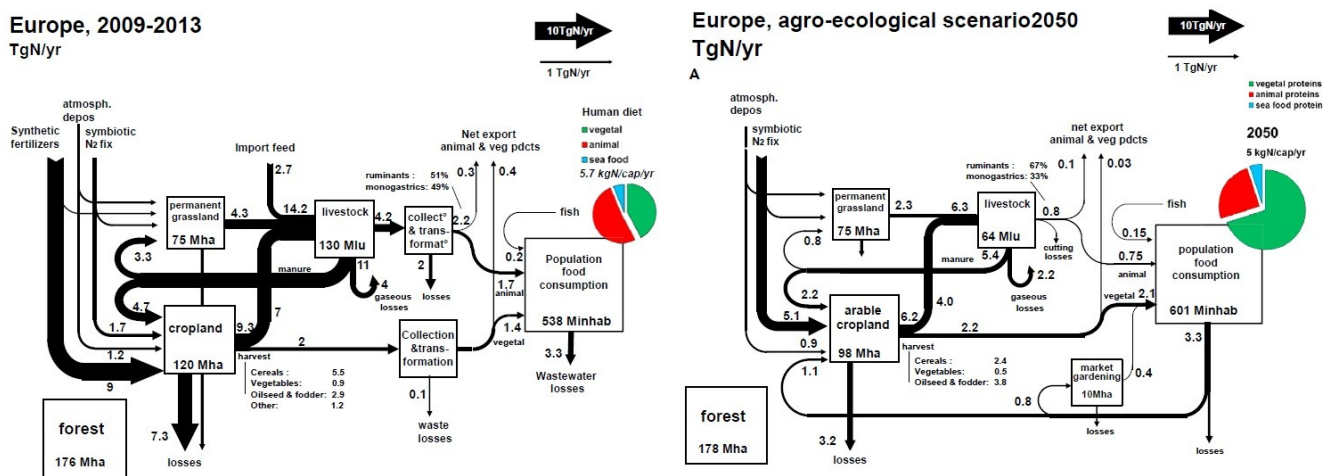
Une étude récemment publiée par la revue *One Earth* s'intéresse aux conditions biophysiques et aux leviers mobilisables pour une Europe agro-écologique à l'horizon 2050. Les

auteurs concentrent leur analyse sur le problème du cycle de l'azote. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la croissance de la production agricole a été due, pour une grande part, à l'augmentation des rendements permise par l'utilisation des engrais minéraux azotés. Si elle a assuré une alimentation stable à une population européenne plus nombreuse, avec moins de terres agricoles utilisées, elle est aussi à l'origine de dommages environnementaux : eutrophisation des eaux, émission de gaz à effet de serre, dépendance par rapport à l'extérieur (gaz pour la fabrication des engrais minéraux, protéines importées pour l'alimentation animale).

À l'aide du modèle GRAFS développé par les auteurs et utilisant les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'article fournit un bilan détaillé de l'ensemble des flux d'azote liés au système alimentaire européen, de la production à la consommation, entre 1961 et 2013. Il propose également un scénario agro-écologique à l'horizon 2050, fondé sur une réduction de la dépendance à l'azote et un rebouclage de son cycle, en considérant trois leviers : un régime alimentaire sain inspiré de plusieurs références (EAT-Lancet, *Nitrogen on the Table*, etc.); des pratiques agro-écologiques (rotations culturales); une reconnexion des flux d'azote entre cultures et élevage.

Les résultats du scénario 2050 montrent qu'en associant ces trois leviers, il est possible, sur le plan de la disponibilité en azote, de nourrir une population de 601 millions d'habitants (contre 538 en 2009-2013), en utilisant moins de terres agricoles pour les cultures (98 millions d'hectares, contre 120). Les apports d'azote sont majoritairement assurés par la fixation symbiotique, à hauteur de 5 millions de tonnes par an, contre 9 millions de tonnes par les engrais synthétiques et 2,7 millions de tonnes par les importations en aliments du bétail en 2009-2013 (cf. figure). Cette réduction des flux, associée à une circularité accrue, permet en outre de diviser par deux le surplus d'azote en Europe, qui passerait en moyenne annuelle de 63 kg par hectare de cultures à 30 kg par hectare en 2050.

Flux d'azote liés au système alimentaire européen : comparaison entre 2009-2013 et le scénario agro-écologique à l'horizon 2050



Source : One Earth

Julien Hardelin, Centre d'études et de prospective

Source : One Earth

[https://www.cell.com/one-earth/fulltext/S2590-3322\(21\)00289-X](https://www.cell.com/one-earth/fulltext/S2590-3322(21)00289-X)

SYLVICULTURE

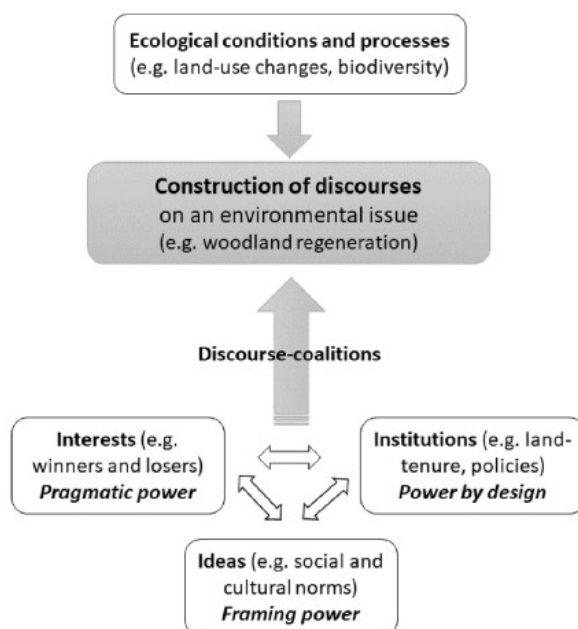
L'analyse des discours pour comprendre les controverses écologiques : l'exemple des accrus forestiers

Dans les aires protégées, plusieurs conceptions écologiques s'affrontent quant à la contribution à la biodiversité des accrus forestiers (accroissement de la surface forestière par colonisation spontanée) sur les terres agricoles délaissées. Dans un article récent publié dans *Environmental Science & Policy*, une équipe européenne de chercheurs s'est basée sur l'analyse des discours pour étudier la diversité des points de vue.

Pour ce faire, elle s'est appuyée sur des entretiens semi-directifs menés (directement ou en puisant dans des travaux antérieurs) dans des parcs en France (parcs nationaux des Pyrénées et des Cévennes), en Espagne (parc naturel du Montseny) et en Écosse (parc national des Cairngorms). Ces sites naturels anthropisés, mêlant en proportion variable forêts, landes et pâturages, sont justement reconnus, au titre de la conservation, par l'interaction ancienne entre l'homme et la nature.

Au sein de ces espaces, les discours sur les accrus forestiers divergent. Pour certains, ils sont synonymes de recul de l'agriculture et des modes de vie traditionnels, responsables de la perte de biodiversité liée à la fermeture des milieux. Pour d'autres, au contraire, ils symbolisent le retour à la nature antérieure de ces espaces. La comparaison des discours est alors intéressante. Pour cela, les auteurs ont utilisé un cadre d'analyse (figure ci-dessous) inspiré des travaux de Hajer, mobilisant les concepts de « lignes narratives » et de « coalitions discursives » pour expliciter les différentes positions et stratégies. De façon originale, ils donnent une importance particulière au contexte écologique réel (état des habitats, modes d'utilisation des terres et dynamique de la biodiversité).

Cadre d'analyse permettant d'identifier les facteurs sociaux et écologiques sous-tendant les discours



Source : *Environmental Science & Policy*

Afin de comprendre les mécanismes à l'œuvre dans l'élaboration des différents discours, les auteurs ont cherché à expliciter les rôles *i)* des intérêts des protagonistes, *ii)* des représentations dominantes et *iii)* des discours institutionnels. Ils se sont notamment attachés à décoder les discours des gestionnaires des parcs, mettant en évidence la prééminence des alliances (avec les agriculteurs ou les forestiers, l'opinion publique, les politiques, etc.) sur les

arguments écologiques. Leurs positions évoluent d'ailleurs constamment en fonction de débats extérieurs, comme par exemple celui sur le ré-ensauvagement ou sur le changement climatique. Les auteurs concluent à l'importance de mettre en place des modes de gouvernance collaboratifs prenant appui sur des processus délibératifs continus.

Prévalence des différents discours en fonction du type de partie prenante, selon les sites

| Main discourses on forest regeneration | Pyrénées National Park & Cévennes National Park (France) | Montseny Natural Park (Catalonia, Spain) | Cairngorms National Park (Scotland, UK) |
|---|--|--|--|
| <i>The end of traditional livelihoods</i> | Conservationists (+++) Land-users (+++) Tourism actors (+++) | Conservationists (+) Land-users (+) | Land-users (+++) |
| <i>A loss of biodiversity</i> | Conservationists (+++) Land-users (+++) | Conservationists (+++) Land-users (+++) | Conservationists (+) Tourism actors (+) Land-users (+) |
| <i>A biodiversity gain, more natural ecosystems</i> | Conservationists (+) Tourism actors (+) | Conservationists (+) Tourism actors (+++) | Conservationists (+++) Tourism actors (+) |

Source : *Environmental Science & Policy*

Lecture : les signes + indiquent l'adoption d'un type de discours par le groupe considéré. Les +++ signifient qu'un grand nombre d'entre eux a adopté cette modalité, alors qu'un seul + indique que si ce discours est bien présent, il n'est pas majoritaire.

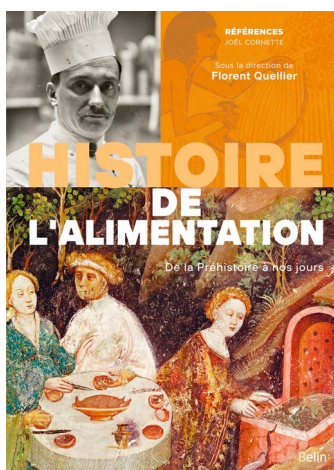
Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : *Environmental Science & Policy*

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1462901121000575>

ALIMENTATION

Florent Quellier (dir.), *Histoire de l'alimentation. De la préhistoire à nos jours*, Paris, Belin, 2020, 800 p.



Une histoire complète de l'alimentation est toujours une aventure éditoriale : les éditions Belin ont publié récemment dans la collection *Références* un ouvrage sur ce thème. Sous la direction de Florent Quellier, professeur d'histoire moderne et spécialiste du sujet, une dizaine

d'auteurs contribuent à ce livre qui reprend le cahier des charges de la collection : pouvoir être lu par un large public sans concession à la qualité scientifique. Il comprend de nombreuses illustrations rendant la lecture agréable, une rubrique « Clio aux fourneaux » avec des recettes d'époque qui remplace les « Ateliers de l'historien » des autres ouvrages de la collection.

La table des matières révèle deux entorses à l'universalisme du propos. L'une est d'ordre géographique : comme souvent, cette histoire est celle de notre espace occidental, le reste du monde étant seulement convoqué lorsqu'il est traité d'importations exotiques comme lors des Grandes découvertes du XVI^e siècle. L'autre, totalement assumée par le coordinateur, est d'ordre chronologique : part belle est faite aux époques les plus anciennes, le dernier chapitre se terminant en 1980, l'histoire récente étant brièvement esquissée dans les 5 pages de conclusion. Le livre se divise en trois parties chronologiques de longueurs inégales : la préhistoire et l'Antiquité occupent la moitié de l'ouvrage, tandis que 200 pages sont consacrées à l'époque médiévale et que les mondes moderne et contemporain figurent dans les 200 dernières.

Le prisme choisi montre en quoi les habitudes alimentaires reflètent des questions de civilisation, de culture, voire de modes de vie. Ainsi, les banquets de la civilisation mésopotamienne plaçaient les convives dans la pièce et leur destinaient des mets différenciés selon leur position sociale (voir sur ce même sujet l'exposition en cours au Louvre Lens et une [précédente brève](#)). Bien avant notre époque, les philosophes grecs se posaient beaucoup de questions sur le carnisme et certains recommandaient même un régime végétarien comme hygiène de vie. À l'opposé, les entraîneurs grecs ont préconisé, les premiers, une diététique athlétique hyperprotéique. L'approvisionnement alimentaire de la ville de Rome et des métropoles où les Romains étaient installés (Alexandrie, Byzance, Carthage, etc.) reposait sur le concept très moderne d'association de circuits courts et d'une logistique mondialisée (à l'échelle de la *mare nostrum*). Ce livre est donc un bon moyen de redécouvrir comment nos ancêtres ont (ou pas) répondu à des questions très actuelles.

Franck Bourdy, Centre d'études et de prospective

Lien : Belin Éditeur

<https://www.belin-editeur.com/histoire-de-lalimentation>

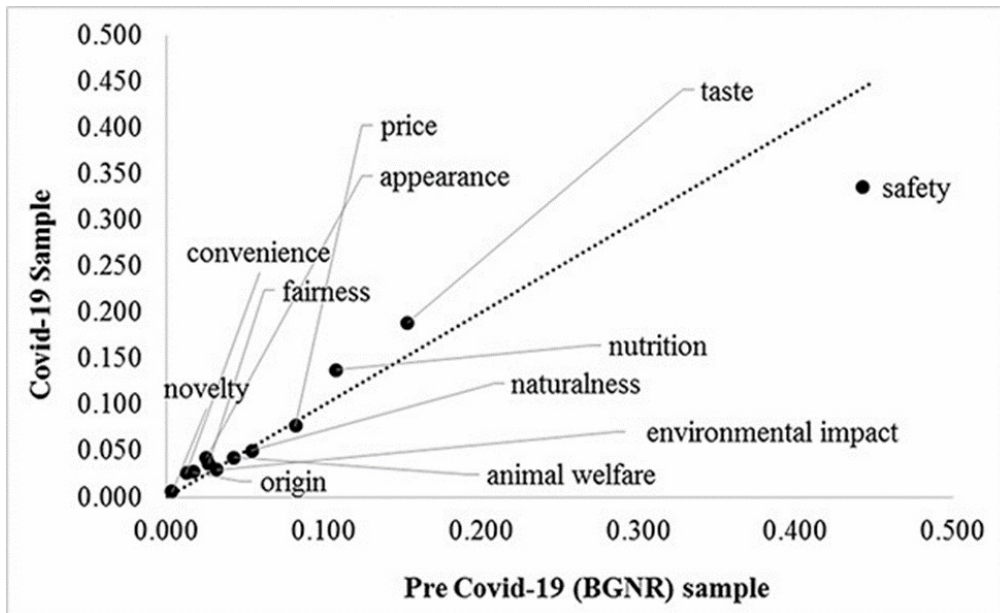
Crise du Covid-19 et préoccupations alimentaires des consommateurs américains

Dans une étude publiée en juin 2021 dans l'*European Review of Agricultural Economics*, des chercheurs analysent les impacts de la crise du Covid-19 sur les préoccupations alimentaires des consommateurs des États-Unis, contribuant à expliquer les changements des comportements d'achats et modes de consommation observés (accumulation de denrées non périssables, recours aux services de livraison, etc.). En avril 2020, alors que des mesures de restriction (confinement, limitations de circulation, fermeture des écoles, etc.) étaient mises en place dans la plupart des États, les auteurs ont reconduit, auprès de 616 consommateurs, une enquête réalisée une première fois en 2015 pour comparer l'importance attribuée aux valeurs alimentaires. La notion de « valeur alimentaire » est ici définie comme les préférences pour des caractéristiques d'un produit : naturalité, goût, prix, apparence, origine, risques sanitaires, apports nutritionnels, etc.

À la lecture des résultats, le classement des valeurs alimentaires n'a pas évolué pendant la pandémie de Covid-19. Ainsi, la sécurité sanitaire, le goût, l'apport nutritionnel et le prix demeurent, dans cet ordre, les plus importantes parmi les douze évaluées. Pour autant, leur poids relatif a changé, ce qui apporte un éclairage nouveau sur les décisions d'achat et les modes de consommation durant la crise. Par exemple, la sécurité sanitaire est perçue comme moins importante qu'avant la pandémie : les auteurs l'expliquent par un plus grand contrôle des mangeurs sur leur alimentation en cette période propice à la préparation de plats maison. Les valeurs portant sur l'« expérience » du produit (le goût, l'apparence, l'apport nutritionnel) ont quant à elles pris de l'importance et peuvent être vues comme une recherche de réconfort dans une période d'incertitudes et de stress. Toutefois, ces résultats diffèrent selon les caractéristiques

socio-démographiques des personnes interrogées (ex. : baisse de l'importance attribuée à la sécurité sanitaire pour les répondants de moins de 48 ans vs augmentation pour les autres), mais aussi selon les lieux de résidence (zones urbaines ou rurales, zones selon le taux d'infection).

Part de l'importance attribuée aux valeurs des aliments avant (2015) et pendant la pandémie de Covid-19 (avril 2020)



Source : *European Review of Agricultural Economics*

Lecture : les points sur la diagonale correspondent à des valeurs pour lesquelles l'importance attribuée par les interviewés n'a pas évolué ; au-dessus de la diagonale, les valeurs sont plus importantes pendant le confinement ; au-dessous, elles sont devenues moins importantes.

Les auteurs soulignent que l'importance attribuée à ces valeurs alimentaires fournit des éléments d'explication des comportements, et donc des éclairages pour les politiques publiques à mener en période de crise, quand ces valeurs sont déstabilisées.

Jérôme Lerbourg, Centre d'études et de prospective

Source : *European Review of Agricultural Economics*

<https://academic.oup.com/erae/advance-article/doi/10.1093/erae/jbab025/6304933>

Effet du Nutri-Score sur les consommateurs : attitudes, perceptions du goût et intentions d'achat

Une étude expérimentale néerlandaise, publiée en juin 2021 par la revue *Food Quality and Preference*, étudie l'effet de l'étiquette Nutri-Score (NS) sur les attitudes, la perception du goût et les intentions d'achat des consommateurs envers des produits alimentaires. Les auteurs ont pour cela mené une enquête en ligne Qualtrics et une analyse de variance multivariée. 196 personnes ont été interrogées à propos de trois snacks populaires aux Pays-Bas et assignées au hasard à l'une des deux situations : avec l'étiquette NS et sans étiquette NS.

Matériaux de stimuli



Snack bar 1

Snack bar 2

Snack bar 3

Fig. 1. Stimuli materials with Nutri Score label condition 1.



Snack bar 1

Snack bar 2

Snack bar 3

Fig. 2. Stimuli materials with Nutri Score label condition 2.

Source : *Food Quality and Preference*

Lecture : matériaux de stimuli pour la situation avec (1^{ère} ligne) et sans étiquette Nutri-Score (2^e ligne).

D'après l'Organisation mondiale de la santé, l'étiquetage nutritionnel figurant sur l'emballage est un outil stratégique pour lutter contre le surpoids et l'obésité. Sur la base d'une revue de littérature sur les différents modes d'affichage nutritionnel, les auteurs constatent que les preuves scientifiques concernant le NS sont mitigées. Ils émettent ensuite l'hypothèse que l'attitude et l'intention d'achat sont influencées positivement par le NS mais que la perception du goût l'est négativement. Les résultats de l'étude n'ont cependant montré aucun effet significatif du NS : les consommateurs n'ont pas eu une perception plus faible du goût des produits alimentaires avec le NS par rapport à ceux sans NS. Cela va à l'encontre des résultats de [Shepherd et al.](#) (1995), selon lesquels les croyances sur la qualité nutritionnelle, influencées par l'étiquetage, déterminent les choix des consommateurs. L'étude révèle par ailleurs que les consommateurs n'avaient pas une intention d'achat plus élevée pour les produits alimentaires avec NS par rapport à ceux sans NS.

Sachant que les Pays-Bas introduiront très prochainement le Nutri-Score, les auteurs recommandent que les recherches futures étudient si l'algorithme actuel du NS est adapté aux habitudes alimentaires des Néerlandais et conforme aux directives nationales en matière alimentaire. Ils jugent également nécessaire de sensibiliser les consommateurs à l'utilisation de l'étiquetage nutritionnel en privilégiant l'éducation et la promotion du label auprès des différents publics.

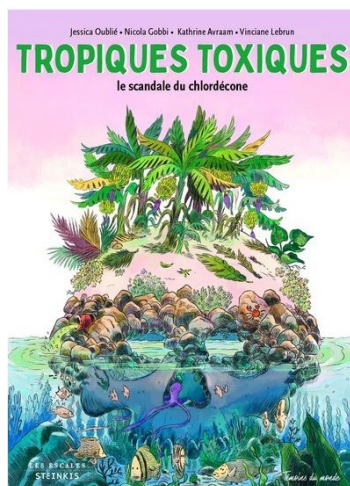
Salomé Sengel, stagiaire au Centre d'études et de prospective

Source : *Food Quality and Preference*

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0950329321001865?via%3Dihub>

PESTICIDES

Jessica Oublié, Nicola Gobbi, Kathrine Avraam, Vinciane Lebrun, *Tropiques toxiques*, Paris, Les escales Steinkis, 2021, 239 p.

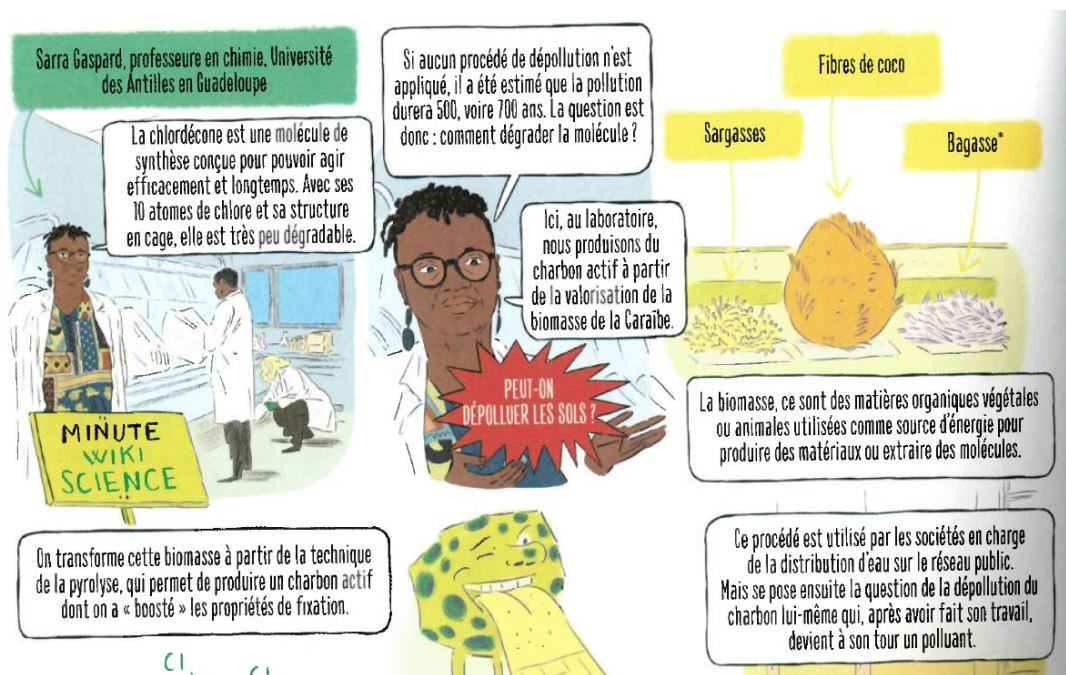


Écrit par J. Oublié, *Tropiques toxiques* porte sur la pollution par le chlordécone des territoires antillais et ses conséquences, retraçant pour cela 70 ans d'usage de la molécule en agriculture, de l'invention du Kepone aux États-Unis en 1952 jusqu'aux recherches françaises actuelles sur la décontamination des écosystèmes. Cette bande dessinée augmentée d'archives accessibles *via* l'application SnapPress, au service de la documentation scientifique, témoigne des nouvelles formes éditoriales qui rendent compte des controverses contemporaines sur la production alimentaire. Reposant sur une enquête qui inclut 137 entretiens (producteurs, chercheurs, responsables administratifs), l'album est assorti de références bibliographiques et d'une chronologie.

En 1971, la Commission des toxiques déclassé le chlordécone, alors considéré comme un poison, en « simple » substance dangereuse, décision qui inaugure son usage massif dans les bananeraies antillaises. Eu égard à la santé humaine, l'introduction de cette molécule dans les organismes se traduit par des naissances prématurées et une multiplication par deux du risque de cancer de la prostate. Les mécanismes de transfert de la molécule des sols et eaux vers les productions alimentaires sont également documentés. En matière de pêche, la découverte de niveaux de contamination différenciés selon la position des poissons dans la chaîne trophique (plus celle-ci est élevée, plus l'accumulation de la molécule est probable) a participé de la délimitation de zones d'interdiction des captures. Pareillement, différentes cultures sur une même parcelle manifestent des degrés de contamination hétérogènes : trois catégories de produits ont été distinguées, les patates douces, ignames et carottes se caractérisant par une sensibilité élevée.

L'album revient aussi sur les dispositifs d'adaptation à cet environnement dégradé (productions hors sol, recours à des canards et oies « tondeurs de gazon »), ainsi que sur l'effort de recherche, qui porte notamment sur l'analyse de la demi-vie de la molécule dans les organismes animaux, donnée introduite dans la modélisation de scénarios de décontamination. Enfin, l'ouvrage documente les décisions et non-décisions publiques qui ont permis au chlordécone de prospérer en dépit des alertes multiples dont il a fait l'objet.

Les travaux de l'équipe du professeur Sarra Gaspard sur la dépollution des sols



Source : Tropiques toxiques

Nathalie Kakpo, Centre d'études et de prospective

Lien : Les escales Steinkis

<https://www.lisez.com/livre-grand-format/tropiques-toxiques/9782365695381>

SOCIÉTÉ

Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*, 2021, Presses de Sciences Po, 264 pages



Dans le sillage de N. Réahy (*Les gars du coin*, 2005) et de B. Coquard (*Ceux qui restent*, 2019 ; voir un [précédent billet](#)), Y. Amsellem-Mainguy, sociologue à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, s'est intéressée aux « trajectoires, conditions de vie et expériences juvéniles » dans les espaces ruraux de France. Ce livre, d'abord publié sous forme de [rapport](#), centre son propos sur les jeunes filles habitant quatre territoires contrastés. Les informations ont été recueillies dans le cadre d'entretiens semi-directifs, en face à face ou lors d'échanges collectifs, auprès d'environ 200 personnes âgées de 14 à 28 ans.

Si le massif de la Chartreuse (Isère) et la presqu'île de Crozon (Finistère) bénéficient d'une image touristique attractive, les deux autres terrains d'enquête, dans les Ardennes et les Deux-Sèvres, sont « des espaces qui se dépeuplent et s'appauvrissent ». Ils sont marqués en particulier par la désindustrialisation et l'agriculture y est prépondérante. Le premier chapitre éclaire les stéréotypes accolés aux territoires, aux groupes sociaux et activités : impression de vide et d'isolement (« c'est mort, y a rien »), définition de soi structurée par le rapport à la ville, à la fois attirante (bourgs voisins) et inquiétante (« racaille »), sports et loisirs « féminins », etc. Le sentiment d'ancrage et d'appartenance (« être d'ici ») dépend à la fois des trajectoires résidentielles (avec, pour certaines enquêtées, de nombreux déménagements) et de la participation de la famille à la vie locale (pompiers volontaires, encadrement des associations sportives), qui peut contribuer à restaurer un « capital d'autochtonie ».

Les difficultés à se déplacer construisent, en creux, une identité malheureuse. La question de rester ou de partir se pose rapidement. On retrouve le problème des mobilités dans les chapitres suivants, consacrés aux groupes d'amis, aux parcours scolaires, à l'insertion sur le marché du travail, au temps libre et, enfin, à la vie amoureuse et conjugale. La démarche, ciblée sur différentes fractions des milieux populaires, se rapproche d'enquêtes sur les publics de l'aide sociale (voir à ce sujet un [précédent billet](#)), et produit peu de connaissances nouvelles. Elle illustre toutefois les expériences d'une « partie de la jeunesse qui fait peu parler d'elle, se voit peu et ne pose pas de problème » : importance des interconnaissances, de l'entraide, des réputations et du commérage, voire du contrôle social ; orientation scolaire puis professionnelle, contrainte par une offre de formation limitée ; emploi précaire et conditions de travail difficiles ; absence d'infrastructures de loisirs ; etc.

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Lien : Presses de Sciences Po

<https://www.pressessdesciencespo.fr/fr/book/?gcoi=27246100261570>

La « pauvreté démultipliée » : rapport du CNLE sur un an de crise du Covid-19

En mai 2021, le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) a remis au Premier ministre un rapport analysant qualitativement l'évolution de la pauvreté sur l'année écoulée, dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19. Complémentaire des travaux de la statistique publique, il mobilise des sources universitaires et associatives et s'intéresse au renforcement cumulatif des différents aspects de la pauvreté (la « pauvreté démultipliée »), à l'aggravation des situations et à l'exposition de nouveaux publics.

Il en ressort des problèmes et points de vigilance (difficultés à se nourrir, inégalités sociales et territoriales de santé, etc.) et des solidarités d'ores et déjà à l'œuvre (publiques et associatives). Les éléments réunis mettent notamment en évidence le basculement dans la pauvreté de publics préalablement fragilisés, sans ressources importantes et vivant « sur le fil ». Intervenant dans un contexte déjà dégradé, la crise a servi de « miroir grossissant », révélant les processus à l'œuvre et leur aggravation : ruptures d'activité professionnelle, de droits, d'accès à des accompagnements divers (dont alimentaires), etc. La pauvreté n'est pas seulement une question économique, de conditions de vie, de logement, d'alimentation ; elle comporte aussi une forte dimension relationnelle et sociale.

L'une des contributions s'appuie sur des éléments transmis par les associations. Elle montre que lors du premier confinement, plusieurs facteurs ont joué : pertes de revenus (travailleurs précaires, nouveaux chômeurs), non-éligibilité au chômage partiel (saisonniers, personnes vivant de l'économie informelle), tarissement de certaines ressources (glanage sur les marchés, nourriture ramenée de services de restauration), etc. Certaines dépenses ont augmenté, du fait de la fermeture des cantines scolaires ou de la fréquentation obligée de commerces de proximité, plus onéreux que les grandes surfaces. Sur l'année écoulée, l'aide alimentaire représente un « thermomètre » enregistrant de fortes hausses de fréquentation. Les profils des publics accueillis restent toutefois sensiblement les mêmes, les nouveaux correspondant à des personnes autonomes avant la crise (étudiants, travailleurs migrants, précaires ou invisibles).

Les travaux du CNLE doivent se poursuivre avec la mise en place d'un suivi régulier (« baromètre qualitatif ») des situations de précarité et d'exclusion sociale.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
<https://cnle.gouv.fr/la-pauvrete-demultipliee-1571.html>

PORTRAIT

WorldFish : un centre de recherche sur l'aquaculture et la pêche



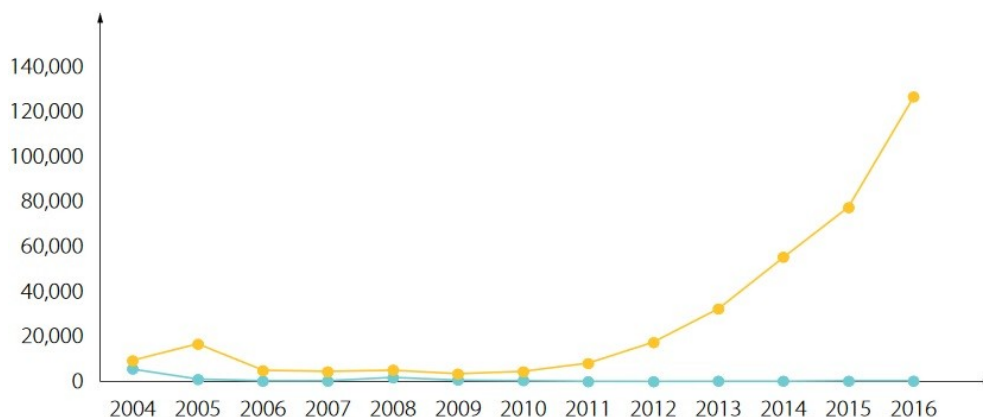
Le centre WorldFish est un organisme de recherche et d'innovation à but non lucratif, membre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR, voir un [précédent portrait](#)). Fondé en 1975 à l'université d'Hawaï et maintenant basé en Malaisie, il fonctionne grâce à des financements du secteur privé, d'organisations gouvernementales (dont la Commission européenne) et non gouvernementales, ainsi que d'institutions financières telles que le Fonds international de développement agricole. Présent dans vingt pays (en Asie, en Afrique et dans le Pacifique), il emploie 460 personnes de 30 nationalités.

Ses activités se concentrent sur le développement d'une aquaculture et d'une pêche durables pour la planète et pour les humains. À l'intérieur de ce périmètre, ses thèmes de travail concernent, dans les pays à revenus faible ou moyen : le changement climatique ; la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté ; l'économie ; le genre ; et plus récemment la Covid-19. Ses actions ciblent aussi bien les petites entreprises que les politiques internationales. Les équipes du WorldFish publient des articles scientifiques mais aussi des manuels de bonnes pratiques sur l'aquaculture, encouragent la mise en place de partenariats public-privé pour favoriser l'innovation et la recherche, et lancent des projets techniques comme de management stratégique.

Par exemple, a été publiée en mai 2021 une [étude](#) de la distribution et de l'utilisation des aliments commerciaux pour poissons en Zambie et au Malawi. Ces aliments sont essentiels pour le développement de l'aquaculture dans ces pays, où la demande en poissons excède l'offre et nécessite le recours aux importations. Cependant, leur utilisation reste faible en raison de leur coût, qui s'ajoute à celui du déplacement des aquaculteurs des zones rurales vers les points de vente. Plusieurs pistes sont proposées : développer des aliments à base d'ingrédients locaux pour

en réduire les coûts de production ; constituer des groupements d'aquaculteurs pour mutualiser l'achat et réduire ainsi les coûts de transport ; former les producteurs à la fabrication des aliments sur leur ferme ; faciliter l'accès des aquaculteurs à des micro-crédits ; encourager le développement des réseaux de distribution d'aliments commerciaux.

Quantité de poissons (tonnes) importés (en jaune) et exportés (en bleu) en Zambie en fonction des années



Source : WorldFish

Aurore Payen, Centre d'études et de prospective

Source : WorldFish

<http://www.worldfishcenter.org/>

<https://www.worldfishcenter.org/publication/review-aquafeed-business-models-and-feed-value-chain-zambia-and-malawi>

BRÈVES

Une analyse des aides européennes de crise apportées au secteur laitier

La Cour des comptes européenne a publié un [rapport spécial](#) consacré au soutien exceptionnel apporté par l'Union européenne (UE) aux producteurs de lait, au cours de la période 2014-2016. Les magistrats reviennent d'abord sur les processus qui ont contribué à cette crise, avant de rappeler les mesures mises en œuvre et de les analyser. Ils relèvent que si la Commission a réagi rapidement au déploiement de l'embargo russe sur les produits laitiers de l'UE, la réponse aux déséquilibres structurels de marché a été tardive et peu efficace. Les mesures de réduction volontaire de la production n'ont été mises en place qu'en septembre 2016, et les stocks publics de poudre de lait écrémé ont pesé sur les marchés et retardé la sortie de crise. À partir de ce retour d'expérience minutieux, les magistrats recommandent notamment que la Commission se prépare à la gestion de déséquilibres futurs en améliorant la réactivité et le ciblage des mesures, et en évaluant le rôle du filet de sécurité.

Source : Cour des comptes européenne

<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=58807>

Impacts économiques de *Xylella fastidiosa* sur les marchés de l'olive

La bactérie *Xylella fastidiosa*, détectée en Italie en 2013, provoque la dessiccation des oliviers en obstruant le xylème, ce qui bloque la circulation de la sève. Son expansion est un problème majeur pour la filière en Italie et en Europe. Un article publié dans *Ecological Economics* analyse les impacts économiques de ce risque sur les producteurs et les consommateurs, à l'aide d'un modèle d'équilibre général multi-pays. En considérant plusieurs hypothèses de diffusion de *Xylella fastidiosa*, les auteurs montrent que les baisses de production liées à la maladie devraient conduire à des hausses de prix pour les consommateurs, et un certain maintien des revenus des producteurs, les pertes de production étant en partie compensées par les prix plus élevés. En fonction de la vitesse d'expansion de la maladie, les pertes économiques pour le consommateur, liées à l'augmentation des prix à l'achat, sont estimées entre 4,1 et 10,3 milliards d'euros sur une période de 50 ans, auxquelles pourraient s'ajouter des pertes supplémentaires significatives en tenant compte, dans la modélisation, de cas de contamination de la Grèce et de l'Espagne.

Source : *Ecological Economics*

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0921800921000823>

L'industrie de la viande aux États-Unis a favorisé l'accélération des contaminations liées à la Covid-19

Dans un article récent publié dans *Food Policy*, une équipe de chercheurs de plusieurs universités américaines a établi un lien entre la présence d'usines de conditionnement de la viande et la dynamique de la pandémie à l'échelle des comtés. Elle a ainsi calculé que le taux d'infection 60 jours après l'apparition du 1^{er} cas était multiplié par 2,6 lorsqu'une usine importante (capacité de plus de 4 500 t/mois) de transformation de viande de porc était présente dans le comté, par 2,1 dans le cas de la viande de bœuf et 1,2 dans celui de la volaille. L'analyse des épisodes de contamination en Allemagne, pour les mêmes types de structures, a d'ailleurs permis d'identifier et de quantifier les principaux facteurs (froid, faible renouvellement de l'air, promiscuité), comme publié récemment dans *Plos One*.

Enfin, les auteurs de l'étude américaine évaluent à plus de 334 000 le nombre de cas induits par les clusters dans l'industrie de la viande, pour un coût économique de plus de 11 milliards de dollars.

Source : *Food Policy*

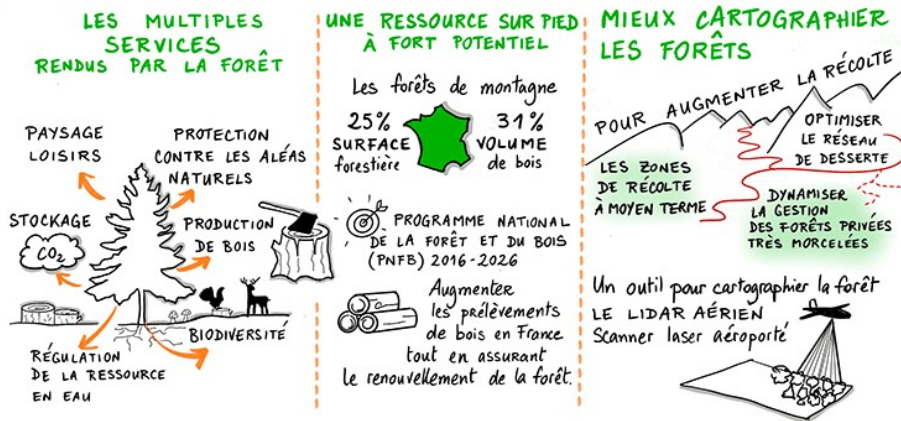
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S030691922100049X>

Le sketchnote pour rendre des travaux de recherche plus accessibles : l'exemple de la télédétection aéroportée

Pour la première fois, la revue *Sciences Eaux & Territoires* a recours à cette technique graphique, souvent utilisée dans le cadre d'ateliers où elle accompagne la réflexion par une prise de notes sous forme de dessins. De façon originale il s'est agi, pour le duo formé d'un graphiste et d'un scientifique, de proposer une relecture d'un article publié précédemment sur l'apport de la télédétection aéroportée à la gestion des forêts de montagne. En trois planches graphiques, l'essentiel des éléments est synthétisé de façon claire et rapidement assimilable, y compris par des lecteurs non experts de ces questions. La première planche rappelle les enjeux d'une gestion forestière durable dans les massifs forestiers, la deuxième présente l'approche combinant télédétection et observations sur le terrain pour cartographier des massifs peu accessibles, et la troisième conclut sur l'intérêt de la démarche pour l'exploitation du bois en montagne.

GÉRER DURABLEMENT LES TERRITOIRES FORESTIERS DE MONTAGNE

POUR VALORISER DURABLEMENT LA RESSOURCE FORESTIÈRE DE MONTAGNE
TOUT EN PÉRENNISANT LES MULTIPLES SERVICES QU'ELLE PROCURE
IL FAUT AMÉLIORER LA CONNAISSANCE QUANTITATIVE ET SPATIALE DES FORÊTS



DOI: 10.14758/SET-REVUE.2020.3.12

@Veronique.marracci

Source : Sciences Eaux & Territoires

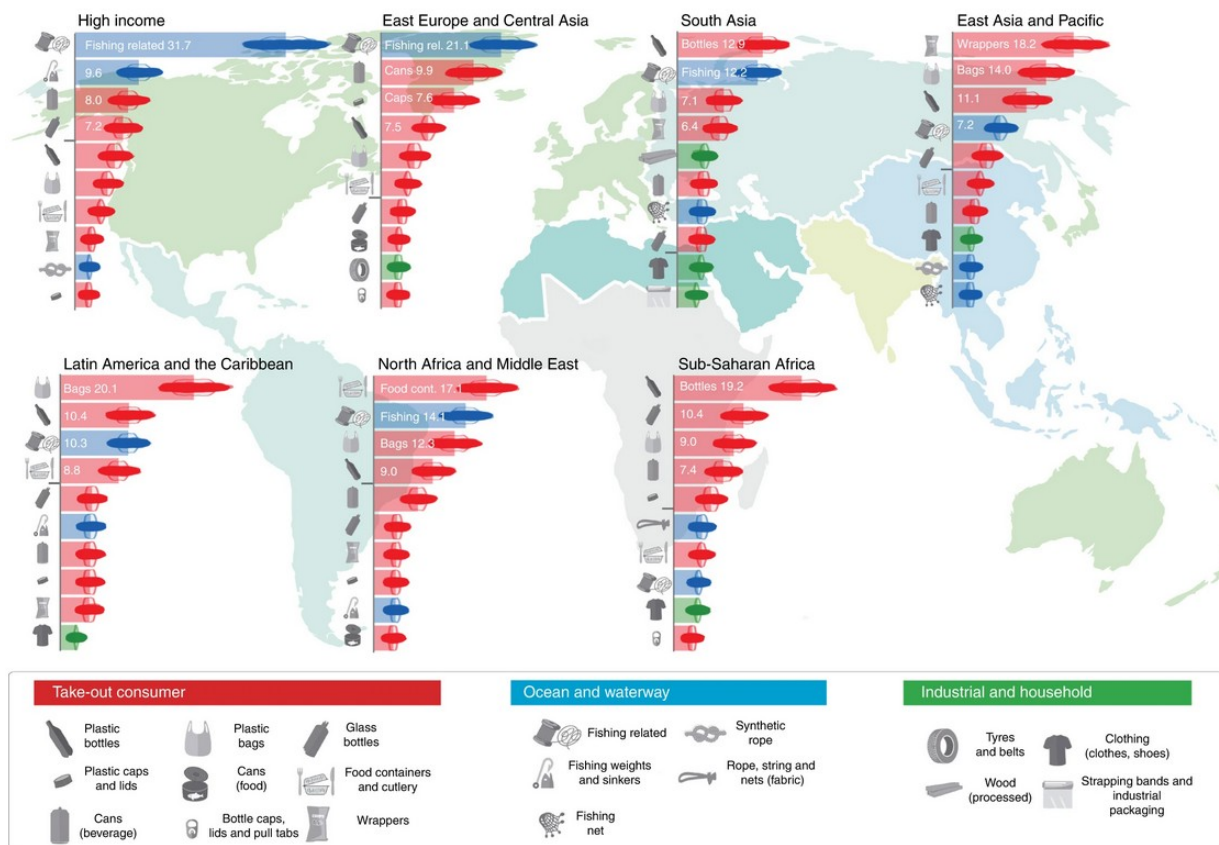
Source : Sciences Eaux & Territoires

<http://www.set-revue.fr/sketchnote-la-teledetection-aeroportee-pour-la-gestion-des-territoires-forestiers-de-montagne>

44 % des déchets retrouvés en mer sont des sacs, emballages et contenants alimentaires et de boissons

Afin de déterminer la source des déchets retrouvés dans les eaux et océans, 36 inventaires ont été comparés dans un article de *Nature*. En moyenne, 80 % des déchets sont des plastiques, 7 % des métaux, 5 % du verre et 3 % des tissus. Les bouteilles en plastique comptent parmi les cinq déchets les plus retrouvés, quels que soient le milieu et la profondeur considérés, et elles sont particulièrement fréquentes dans les fonds marins (à 23 %, contre 12 % pour l'ensemble des déchets). Suivent les contenants et les couverts alimentaires, avec une moyenne de 9 % et une forte abondance dans les eaux fluviales (36 %). 8 % des déchets sont du matériel de pêche, mais cette part atteint 61 % en haute mer. Les canettes (3 % des déchets) sont communes dans les fonds marins (10 %) tandis que les bouteilles en verre (3 %) sont répandues dans les fonds fluviaux (11 %). Le remplacement du plastique par des matériaux plus facilement dégradables, la réduction de l'emploi d'objets à usage unique et la responsabilisation des consommateurs sont, selon les auteurs, indispensables pour lutter contre la pollution des milieux aquatiques.

Type et abondance des déchets retrouvés en mer en fonction de leur localisation géographique



Source : *Nature*

Lecture : de gauche à droite et de haut en bas, pays à hauts revenus, Europe de l'Est et Asie centrale, Asie du Sud, Asie de l'Est et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Afrique du Nord et Moyen-Orient, Afrique subsaharienne. En rouge, la catégorie des déchets « à emporter » (bouteilles plastiques, sacs en plastique, bouteilles en verre, bouchons et couvercles plastiques, conserves, contenants et couverts alimentaires, canettes, capsules de couvercles et tirettes, emballages). En bleu, la catégorie « océan et voies navigables » (articles de pêche, cordes synthétiques, plombs de pêche, cordes ficelles et filets en tissu, filet de pêche). En vert, la catégorie des déchets industriels et domestiques (pneus et courroies, habillement, bois traité, bandes de cerclage et conditionnement industriel).

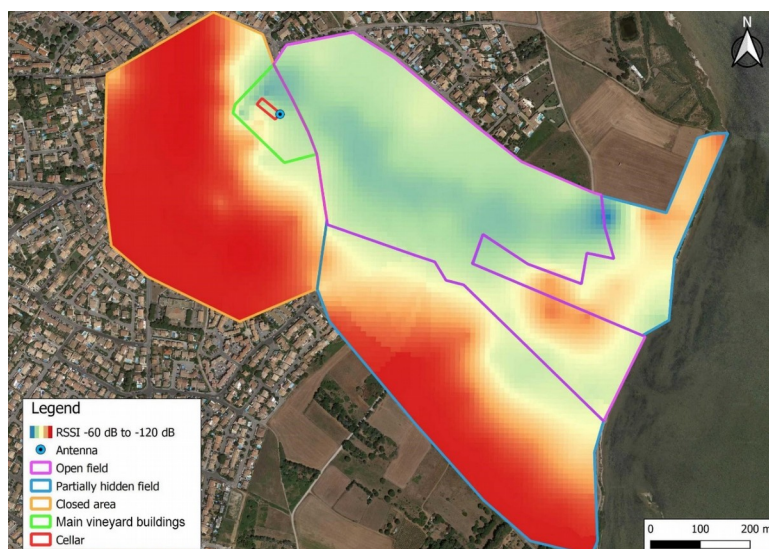
Source : *Nature*

<https://www.nature.com/articles/s41893-021-00720-8>

Cartographie d'un vignoble pour optimiser l'installation d'un réseau de capteurs

L'*International Viticulture and Enology Society* (IVES) publie dans sa revue *OENO One* une étude évaluant la qualité de réception des réseaux de capteurs (*via* le protocole LoRA) dans les conditions réelles d'une exploitation viticole. Les informations enregistrées (température, humidité, croissance des plantes, etc.) sont à la base de la mise en place d'une agriculture de précision aidant le viticulteur à programmer et à moduler ses interventions. Cette étude présente une méthode, basée sur une cartographie de l'exploitation, pour visualiser la qualité du signal et déterminer l'emplacement idéal de la « passerelle » qui sert d'interface, assurant la connectivité des capteurs au réseau. Plusieurs contraintes sont également à prendre en compte dans le choix de cet emplacement : l'accessibilité, la proximité d'un réseau électrique, les conditions de sécurité, la topographie, les perturbations causées par d'autres réseaux Wi-Fi ou par les signaux électromagnétiques d'autres équipements, etc.

Qualité de la réception du signal dans les différentes zones de l'exploitation



Source : OENO One

Lecture : la qualité de la réception du signal est représentée par le gradient de couleur (le rouge correspondant à la meilleure qualité). Entourées en violet, les parties en *open field* ; en bleu, les zones partiellement ouvertes ; en orange, les zones fermées ; en vert, les principaux bâtiments ; en rouge, la cave. Le point bleu indique l'emplacement de l'antenne passerelle.

Source : OENO One

<https://oeno-one.eu/article/view/3102>

Une analyse des conditions du bon fonctionnement des collectifs d'agriculteurs

Les collectifs d'agriculteurs sont mis en avant, notamment par les pouvoirs publics nationaux et européens, en tant qu'instruments phares de la transition agro-écologique. Ils visent, par l'apprentissage entre pairs, à écologiser les pratiques. Pourtant, seule une minorité d'agriculteurs y participe, et leur généralisation s'avère difficile. Dans un article publié dans la revue *Développement durable & territoires*, deux chercheuses du Centre d'économie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (Cesaer) identifient les conditions du succès de ces démarches. Pour ce faire, elles analysent les trajectoires de deux collectifs, l'un ayant bien fonctionné, l'autre s'étant soldé par un échec. Elles montrent que ces groupes atteignent d'autant plus leurs objectifs qu'ils s'appuient sur des agriculteurs ayant l'habitude de travailler ensemble, et qui partagent une vision commune sur les manières de faire évoluer leurs pratiques. En revanche, lorsque le groupe est constitué *ex nihilo*, par exemple par un institut technique ou un organisme de développement agricole, il est plus difficile de le pérenniser et de le rendre performant.

Source : *Développement durable & territoires*

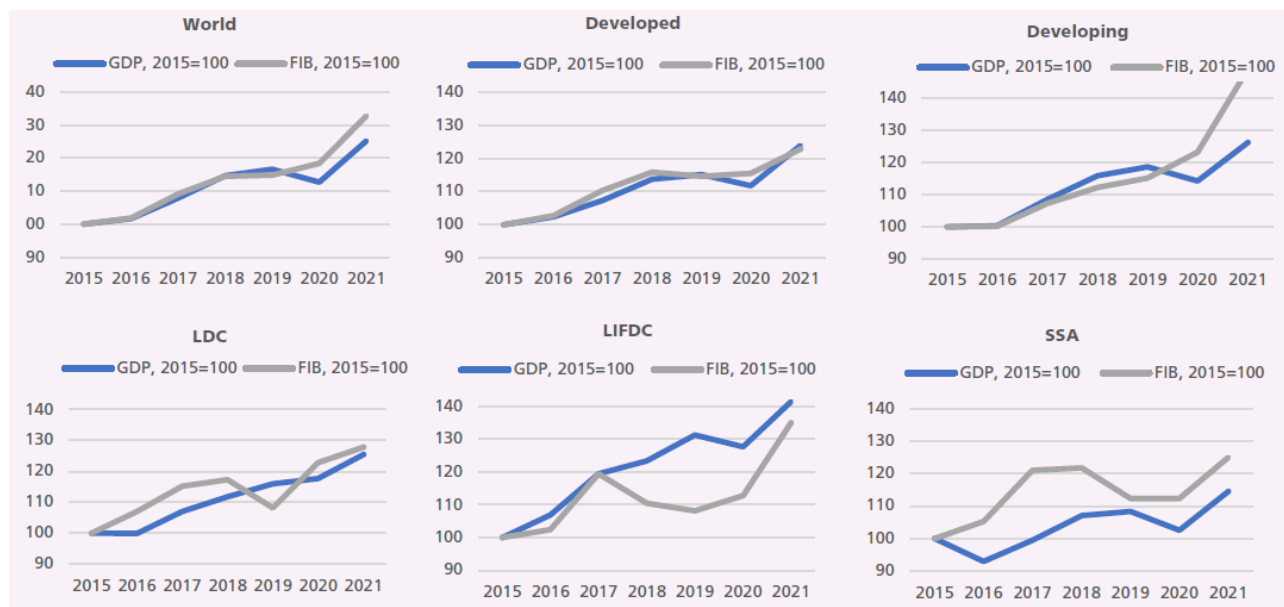
<https://journals.openedition.org/developpementdurable/18861>

La FAO analyse l'augmentation du prix des denrées alimentaires

L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a publié en juin son rapport semestriel *Outlook*, sur la situation des principaux marchés mondiaux de denrées alimentaires (céréales, huiles végétales, sucre, viande, produits laitiers, produits de la mer). Les auteurs observent une augmentation du prix de ces denrées, en particulier le blé, les autres céréales et les huiles végétales : le prix des protéines en mai 2021 était 23 % plus élevé qu'en mai

2020, et le prix général des calories a augmenté de 34 % sur la même période. Les auteurs présentent également des prévisions pour les années 2021 et 2022 (cf. figure ci-dessous) et ils anticipent notamment un risque de crise alimentaire dans les 47 pays à faible revenu et peu autosuffisants en nourriture : leur ratio d'importations alimentaires sur importations totales devrait augmenter de 20 % en 2021, soit cinq fois plus que pour les pays les moins développés.

Comparaison du PIB (GDP) et du montant total des importations alimentaires (FIB) de 2015 à 2021 (prévision), en base 100 pour 2015



Source : FAO

Lecture : de gauche à droite, et de haut en bas, les graphiques concernent : le monde ; les « pays développés » ; les « pays en développement » ; les « pays les moins développés » ; les pays à faible revenu et faiblement autosuffisants en nourriture ; les pays d'Afrique sub-saharienne.

Source : Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO)
<http://www.fao.org/news/story/en/item/1410675/icode/>

Une exposition sur le véganisme à l'Alimentarium (Suisse)

L'Alimentarium, musée de l'alimentation soutenu par le groupe Nestlé, propose une exposition temporaire sur le véganisme. Si la visite requiert de se déplacer à Vevey, en Suisse, plusieurs contenus sont accessibles sur internet. Ont ainsi été recueillis des témoignages de personnes véganes sur la plateforme Ma vie végane. Plus ou moins longues, ces contributions éclairent les motivations, les trajectoires et les pratiques alimentaires liées au véganisme.

Par ailleurs, une série de conférences peut être visionnée sur Youtube. Sont abordées, entre autres, l'histoire plus large des « non-mangeurs de viande » (J. Ristic, conservatrice à l'Alimentarium), les revendications des militants antispécistes (F. Truffer, association PEA - Pour l'Égalité Animale), et la sociologie de la cause animale en Suisse romande (I. Courtin, université de Genève). Cette dernière commente les évolutions observées depuis 2018. Elle souligne le contraste entre la progression de l'offre de produits véganes et la décline des mouvements de libération animale, « qui ont fait l'objet d'une répression judiciaire importante », après des actions directes contre des abattoirs et des boucheries.

Source : Alimentarium
<https://www.alimentarium.org/fr>

Les Rencontres de l'Alimentation – Nouvelle-Aquitaine : qualité et origine



Le 20 mai dernier se sont déroulées *Les Rencontres de l'Alimentation - Nouvelle-Aquitaine* sur le thème de la qualité et de l'origine. En présence de la directrice de l'Institut national de l'origine et de la qualité, Marie Guittard, cette conférence d'une heure visait à présenter les Signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) tels que l'Appellation d'origine protégée (AOP), l'Indication géographique protégée, le Label rouge et l'Agriculture biologique. La forte augmentation de l'offre et de la demande pour cette dernière a notamment été évoquée. Karine Latouche, directrice de recherche à INRAE, a présenté la recherche [COMPANI](#) (2019), qui analyse l'AOP en tant que facteur de compétitivité à l'export des entreprises dans l'industrie du fromage et du beurre français. Un résultat de cette recherche est que les fromages et les beurres AOP sont vendus, à l'exportation, 11,5 % plus cher que des produits sans certification. La création d'un observatoire économique des produits sous SIQO, qui sera un outil d'aide à la décision et de pilotage pour les décideurs, a également été évoquée.

Source : Les Rencontres de l'Alimentation - Nouvelle-Aquitaine

<https://www.lab-alimentation-nouvelle-aquitaine.fr/actualites/qualite-et-origine-piliers-de-notre-souverainete-alimentaire-et-de-notre-identite/>

Expansion de l'agronégoce brésilien et conflictualité foncière

Au Brésil, le secteur agroalimentaire représente 20 % du produit intérieur brut et 30 % des emplois. Un récent article de la revue *Hérodote* met en évidence ses relais au sein du pouvoir politique, leurs modes d'action et les tensions géopolitiques internes qui les prolongent. Au Congrès, les intérêts de l'agrobusiness sont portés par le Front parlementaire de l'agriculture qui, entre 2015 et 2018, comptait 208 membres soit 40 % des députés.

Les députés « ruralistes » par grandes régions entre 2015 et 2018

| | Nombre de députés «ruralistes» | Nombre total de députés | Part de députés «ruralistes», en % |
|--------------|--------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| Nord | 29 | 65 | 45 % |
| Nordeste | 63 | 151 | 45 % |
| Centre-Ouest | 24 | 41 | 58 % |
| Sudeste | 44 | 179 | 24 % |
| Sud | 48 | 77 | 62 % |
| | 208 | 513 | 40,5 % |

Source : *Hérodote*

Au sein de l'exécutif, c'est le ministère de l'agriculture lui-même qui représente le principal levier d'action du secteur agroalimentaire, plusieurs ministres étant aussi des acteurs de premier

plan des grandes filières d'exportation. La guerre commerciale qui oppose la Chine aux États-Unis, favorable au Brésil, aiguise les appétits des défenseurs d'une expansion spatiale des grandes productions agricoles, réactivant ainsi les classiques conflits fonciers entre l'agronégoce et l'agriculture familiale villageoise.

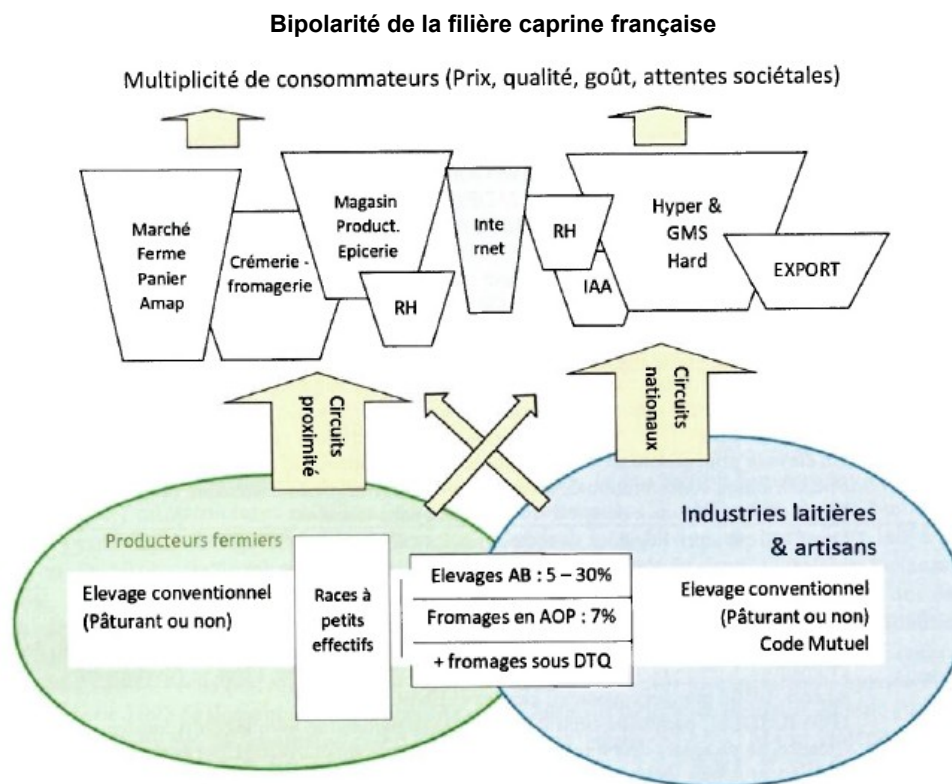
Source : *Hérodote*

<https://www.herodote.org/spip.php?article991>

Avenir de la filière caprine française

Le numéro 108 de la revue de la [Société d'Ethnozootechnie](#) termine le projet, débuté avec le [numéro 105](#), d'une description de la filière caprine française. Elle comporte trois parties : un aperçu historique, une description des régions caprines, un bilan et des perspectives.

La filière a conservé une bipolarité entre industries laitières commercialisant préférentiellement des produits provenant d'éleveurs livreurs en circuits nationaux et producteurs fermiers privilégiant les circuits courts. Ces derniers représentent encore une part importante (20 %) de la production fromagère.



Source : *Ethnozootechnie*

À l'avenir, six questions seront déterminantes. L'incidence croissante de la PAC sur les revenus des éleveurs livreurs les rendra-t-elle dépendants des aides ? La livraison du lait aux entreprises agroalimentaires entraînera-t-elle une concentration autour de quelques groupes ? Le secteur fermier saura-t-il se maintenir grâce aux circuits courts ? La baisse du nombre d'éleveurs se ralentira-t-elle ? Comment la filière répondra-t-elle aux demandes sociétales ? Restera-t-elle unie dans sa diversité ?

Source : Société d'Ethnozootechnie

<http://www.ethnozootechnie.org/publications/revue-ethnozootechnie/article/no108-l-histoire-des-regions>

La situation économique et financière des coopératives polyvalentes en 2019/2020 : des difficultés antérieures à la crise de la Covid-19

En mai 2021, l'[Observatoire financier des entreprises agroalimentaires du Crédit Agricole](#) consacre son analyse aux coopératives polyvalentes. Exerçant dans de multiples filières, ces entreprises génèrent 40 % de leur chiffre d'affaires « à l'amont » (collecte et commercialisation des productions agricoles, fourniture de produits et de services) et 60 % « à l'aval » (transformation puis commercialisation de produits transformés). La diversité des situations des structures étudiées est grande et dépend de leur taille et secteur d'activité. En 2019/2020, le chiffre d'affaires des entreprises de l'échantillon est de 22,3 milliards d'euros. Leur rentabilité se stabilise, mais elle est inférieure à celle des coopératives spécialisées. Leur résultat net est très dégradé et leurs investissements sont insuffisants et moindres que ceux de l'ensemble du secteur agroalimentaire (3 % du chiffre d'affaires contre 5 %). Pour les auteurs, cela pourrait entraîner à terme des rapprochements ou des fusions. Le Crédit Agricole publie régulièrement des analyses économiques et financières : le [numéro de juin 2021](#) est ainsi dédié aux métiers des grains (meunerie, boulangerie-viennoiserie-pâtisserie, etc.).

Source : Observatoire financier des entreprises agroalimentaires, Crédit Agricole S.A.
<https://etudes-economiques.credit-agricole.com/Publication/2021-Mai/L-OBSERVATOIRE-financier-des-Entreprises-Agroalimentaires>

Quels sont les bénéfices du biocontrôle ?

Le biocontrôle pourrait être un levier majeur de la transition agro-écologique de l'agriculture européenne, selon un [rapport](#) commandé par l'association internationale des producteurs de biocontrôle à l'Institut pour une politique environnementale européenne (IEEP - voir un [précédent portrait](#)). Les auteurs y définissent le biocontrôle, passent en revue les différentes techniques existantes et discutent de son lien avec l'agro-écologie, l'agriculture biologique et la protection intégrée des cultures. Ils présentent ensuite ses bénéfices directs pour la biodiversité, la qualité des sols et la santé humaine. Ils reviennent également sur ses effets indirects tels que la baisse des coûts de production à rendements constants, la réduction des émissions de gaz à effet de serre dus à la production et à l'application de pesticides, l'évolution des systèmes de cultures, etc. Enfin, ils font cinq recommandations, parmi lesquelles la création d'une définition et d'un cadre légal spécifiques pour l'autorisation des produits de biocontrôle.

Source : Institut pour une politique environnementale européenne
<https://ieep.eu/publications/exploring-the-benefits-of-biocontrol-for-sustainable-agriculture>

La relation entre les professionnels et les animaux dans l'élevage du futur

Dans le cadre de la semaine de l'agriculture, les instituts techniques agricoles et INRAE ont organisé, du 17 au 21 mai 2021, trois webinaires pour « imaginer l'agriculture de 2035 ». Après avoir exploré les [paysages olfactifs pour la protection des cultures](#), puis le [microbiome des plantes](#), le dernier s'intéressait aux [relations homme-animal dans les élevages de demain](#).

La profession d'éleveur du futur sera multifonctions : il faudra savoir être à la fois chef d'entreprise, producteur, responsable environnemental et du bien-être animal. Dans une telle configuration, l'animal serait à la fois un compagnon de travail et un être affectif avec lequel l'homme interagit.

L'étude des relations entre éleveurs et animaux s'est renouvelée au cours de la dernière décennie. Le bien-être associe désormais celui de l'animal et celui de l'éleveur parce qu'ils dépendent l'un de l'autre : c'est le concept *One Welfare* qu'étudie un [réseau mixte technologique](#) nouvellement créé.

Dix ans d'une relation éleveur-animal

Pour conclure... depuis 10 ans : un contexte « Bien-être animal » profondément renouvelé

- Bien-être “Animal centré”
- Par et pour l’animal
- Peu d’acteurs

Centre national de référence pour le bien-être animal

« One Welfare »
ou l’interdépendance du bien-être des humains et des animaux en lien avec l’évolution de l’environnement

21 mai 2021

Acta INRAE

Les relations humain-animal dans les élevages de demain

32

Source : Acta-INRAE

Source : Acta

https://www.youtube.com/watch?v=rWobHUDp990&list=PL4SJ9pbHWpG-Yya_9fXMeVTz0B6QDYNfy&index=4&t=27s

Une exposition sur le vin dans l'antiquité gréco-romaine



La Cité du vin de Bordeaux présente jusqu'au 29 août une exposition intitulée « Boire avec les dieux ». Elle explore la place et les fonctions de cette boisson dans les civilisation et société gréco-romaines, sans aborder la viticulture proprement dite. La mythologie et les cultes, en particulier celui de Dionysos, donateur du vin aux hommes, sont très présents dans l'exposition au travers de pièces archéologiques et de 4 [podcasts](#). Trois [artistes contemporains](#) viennent enfin apporter un regard actuel sur ces mythes.

Source : Cité du vin

<https://www.laciteduvin.com/fr/agenda/boire-avec-les-dieux?occurrence=3102>

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- 13 juillet 2021, à distance

Webinaire « Programme des petites et moyennes entreprises pour le Sommet sur les systèmes alimentaires » organisé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<https://www.inter-reseaux.org/evenement/programme-des-petites-et-moyennes-entreprises-pour-le-sommet-sur-les-systemes-alimentaires/>

- 13 juillet 2021, à distance

Webinaire « Financing food systems transformation » organisé par l'IFPRI
<https://www.ifpri.org/event/financing-food-systems-transformation>

- 15 juillet 2021, à distance

Webinaire sur les « Politiques pour l'agro-écologie » organisé par La plateforme de partenariat pour la transformation agro-écologique
<https://www.inter-reseaux.org/evenement/politiques-pour-lagroecologie/>

- 22 juillet 2021, à distance

Webinaire « La sécurité alimentaire et nutritionnelle : la contribution des PME et des entrepreneurs » organisé par l'Organisation panafricaine des agriculteurs
https://coleacp-org.zoom.us/webinar/register/WN_L4fsuW0SQYuYJuT2I7nVcw

- 22 juillet 2021, à distance

Webinaire « Could better data contribute to making peace with nature? », organisé par The graduate Institute
<https://www.graduateinstitute.ch/communications/events/2030-dfs-could-better-data-contribute-making-peace-nature>

-16 août-24 août, à distance

Webinaire « Politique et conflits armés en Afrique : ramener la paysannerie au centre des débats » organisé par l'université de Bamako
<https://www.inter-reseaux.org/evenement/politique-et-conflits-armes-en-afrique-ramener-la-paysannerie-au-centre-des-debats/>

- 19 septembre 2021, Sèvres

Conférence « La table est-elle encore conviviale ? », organisée par La manufacture de Sèvres
<https://alimentation-generale.fr/agenda/a-table-le-repas-tout-un-art-a-la-manufacture-de-sevres/>

- 7 octobre 2021, Clermont-Ferrand

Sommet de l'élevage
<https://www.sommet-elevage.fr/fr/visiter/programme/conferences/>

- 7-9 septembre 2021, Outarville

Salon sur l'agroéquipement organisé par Le groupe France agricole
<https://www.innovagri.com/>

- 23 septembre 2021, Paris et à distance

Conférence organisée par le FFAS sur le thème « Impacts des modes de production et de transformation sur la qualité nutritionnelle des aliments »
<https://alimentation-sante.org/Event/a-venir/>

- 13 octobre 2021, Sèvres

Conférence « Le repas anachronique à la française à travers l'histoire de France », organisée par La manufacture de Sèvres

<https://alimentation-generale.fr/agenda/a-table-le-repas-tout-un-art-a-la-manufacture-de-sevres/>

- 24 octobre 2021, Sèvres

Conférence sur le Paris gastronomique, organisée par La manufacture de Sèvres.

<https://alimentation-generale.fr/agenda/a-table-le-repas-tout-un-art-a-la-manufacture-de-sevres/>